

LES MEMBRES DU COLLECTIF « ENSEMBLE CONTRE LA TRAITE DES ETRES HUMAINS »



06 71 00 69 90 / contre.la.traite@secours-catholique.org / www.contrelatraite.org

**CONTRE
LA TRAITE
DES ÊTRES HUMAINS**

COMPTE-RENDU DE LA RENCONTRE PLENIERE DU COLLECTIF « ENSEMBLE CONTRE LA TRAITE DES ÊTRES HUMAINS »

Du Vendredi 14 septembre 2018

Paris, le 23 septembre 2018

A l'ordre du jour

Présentation des membres présents – Présentation d'une candidature – Le prochain plan d'action de la France contre la Traite des êtres humains - Les axes du plaidoyer et les axes de communication – Avancée du nouveau site Internet

Prochaines réunions du Collectif « Ensemble contre la traite des êtres humains »

au Secours Catholique - Caritas France 106, rue du Bac 75007 Paris

- **Mardi 25 Septembre 2018**, groupe communication – internet, Salle Oscar Roméro de 10h à 12h30
- **Vendredi 5 octobre 2018**, groupe plaidoyer, Salle Sidoine de 10h à 12h30
- **Mardi 9 octobre 2018, réunion plénière**, Salle Oscar Roméro, de 10h à 12h30

A noter. Suite à l'invitation d'Elisabeth Moiron-Braud par le Collectif « Ensemble contre la traite des êtres humains » en juillet, celle-ci invite les associations du Collectif à une rencontre pour échanger sur le projet du second Plan d'action de la France contre la traite des êtres humains : **Lundi 8 octobre de 9h30 à 12h30 au Ministère des Solidarités et de la Santé au 14 avenue Duquesne 75007 Paris. Salle -1051 R** (Attention : inscription auprès d'Elisabeth Moiron Braud : Elisabeth.MOIRON-BRAUD@miprof.gouv.fr)

**COMPTE-RENDU DE LA REUNION DU COLLECTIF « ENSEMBLE CONTRE LA TRAITE DES ETRES HUMAINS »
du vendredi 14 septembre 2018**

1 – CANDIDATURE DE L'ASSOCIATION KOUTCHA

Après remise de la charte réactualisée en mai 2018, Geneviève Colas fait part de la demande de candidature que présentera Olivier Peyroux au nom de l'association Koutcha (il avait parlé de Koutcha lors de la réunion du Collectif du 5 juillet 2018, lors de la venue d'Elisabeth Moiron-Braud).

L'association Koutcha est une association loi 1901 à but non lucratif, apolitique et laïque créée en 2013. Elle a pour objet la compréhension, l'information, l'évaluation et la protection des mineurs et jeunes majeurs victimes de traite des êtres humains. L'association accompagne ces personnes ainsi que l'ensemble des acteurs institutionnels et associatifs dans tous les domaines liés à cette problématique (social, éducatif, psychologique, sociologique, juridique...) en France et à l'étranger.

En pratique, l'association propose la création d'une structure d'hébergement expérimentale afin de permettre un accueil adapté dans un environnement sécurisé à destination des mineurs et jeunes majeurs présumés victimes de la traite des êtres humains.

A suivre :

L'association Koutcha est invitée à se présenter lors d'une prochaine rencontre plénière du Collectif « Ensemble contre la traite des êtres humains ».

2 – QUE SAIT-ON DE L'AVANCEE DU PROCHAIN PLAN NATIONAL DE LUTTE CONTRE LA TRAITE DES ETRES HUMAINS ?

En rencontrant Mme Constance Bensussan, Conseillère Technique inclusion, Egalité Femmes/Hommes, citoyenneté au cabinet d'Emmanuel Macron Président de la République, les associations du Collectif « Ensemble contre la traite des êtres humains » ont renouvelé leurs questions concernant l'avancée de la préparation du prochain Plan d'action national contre la traite des êtres humains qui tarde à voir le jour.

François Croquette avait en effet indiqué, en juin à l'ONU, à l'occasion de l'Examen Périodique Universel de la France, que la France lancerait son deuxième Plan de lutte contre la traite des êtres humains d'ici la fin de l'année 2018. Le Collectif insiste sur le fait qu'il doit être préparé en concertation avec la société civile et doit être doté de moyens suffisants.

La CNCDH interrogée par le Collectif n'a pas non plus reçu de projet de Plan à examiner.

Le 26 septembre 2018, le comité de coordination de la MIPROF se réunit. Le Collectif espère que la question de la traite des êtres humains sera bien à l'ordre du jour. (*Programme du Comité de Coordination de la MIPROF reçu depuis la réunion : la traite des êtres humains est bien à l'ordre du jour mais rien ne dit que nous aurons en main un projet de plan, ce que nous souhaitons vivement*).

Des voix s'élèvent et elles peuvent inciter la France à avancer dans ce domaine : François Croquette ambassadeur aux droits de l'homme, l'ONU, le Conseil de l'Europe et on espère, l'Union européenne.

On peut s'appuyer sur les plaidoyers en cours. Celui porté à l'ONU le 28 juin au Conseil des Droits de l'Homme.

Le GRETA du Conseil de l'Europe veut organiser une réunion avec les institutions avant la fin de l'année. [Pour information : Le 9 novembre 2018 auront lieu les élections du GRETA].

3. SUITE DU PLAIDOYER A CONSTRUIRE

La rencontre du 18 juillet à l'Elysée avec Madame Bensoussan a montré qu'elle était à l'écoute, mais qu'elle s'occupe de beaucoup d'autres choses. L'échange a été jugé flou, pas très constructif. Le Collectif a été réinvité à se tourner vers la MIPROF, ce qui inciterait à interpeller à nouveau Marlène Schiappa peu concernée par la traite et la prostitution.

La question de baisse des subventions pour l'hébergement est grave. Il n'y a plus de budget. Mais rien ne bouge.

Comment recoller avec le plan pauvreté ?

Comment agir sur la prochaine loi de finance ?

A SUIVRE

Pour le 18 octobre 2018, prévoir une tribune pour signaler à la presse tous ces manques.

Réunion de travail : le 5 octobre 2018 à 10h

Qui cibler politiquement (parlementaires) et dans la presse ? Contacter des journalistes spécialistes des sujets sociaux. Mettre en commun les contacts intéressants.

Ne pas oublier d'aborder à chaque fois la traite sous toutes ses formes.

2018 : 70 ans de la déclaration universelle des droits de l'homme

Les élections européennes mai 2019

Il serait intéressant de produire un document sur le sujet de la traite des êtres humains pour chaque date clé.

4 – TRAVAIL SUR LES STATISTIQUES

L'ONRDP invite les associations à une réunion ouverte sur le thème des statistiques en termes de lutte contre la traite des êtres humains. Toutes – même celles qui n'ont pas encore de statistiques à communiquer – y ont leur place. Les choses se mettent progressivement en place dans chaque association travaillant avec les victimes de traite des êtres humains ou en lien.

Le Collectif se doit d'insister sur le fait que ce travail de statistiques demande des moyens . Il est temps que la France demande à l'Union Européenne les moyens prévus à cet effet pour soutenir les associations concernées.

5 – OU EN EST-ON DU SITE INTERNET EN CONSTRUCTION ?

Le site en construction est visible par les membres du Collectif (demander l'adresse à la coordination du Collectif) Tous les deux mois, une newsletter de quatre articles sera adressée par mail, elle correspondra à la page Une d'actualité.

IMPORTANT : Sur la colonne de gauche, la liste des associations : bien relire celle qui vous concerne et adresser par mail à la coordination du Collectif toute demande de corrections ou de modifications utiles.

Travail en cours concernant la mise à jour des thématiques et des formes de traite (prélèvement d'organes par exemple). Travail à poursuivre également sur notre plaidoyer, les communiqués de presse du Collectif, nos outils, les outils des associations (renvois au site de chaque association concernée), des paroles de victimes.

Important de prévoir un onglet différent pour les textes législatifs nationaux et internationaux ainsi que les rapports institutionnels.

Franck Meyer du CPEDH soulève la question de l'utilisation de l'écriture inclusive. Il signale que ce type d'écriture a fait l'objet d'une circulaire gouvernementale et également de remarques d'une association (fédération des aveugles de France) concernant la difficulté de lecture dans ce type de handicap. Un vote a permis aux associations présentes d'indiquer leur position sur ce point.

A l'issue de cette consultation du 14 septembre 2018, le choix de la majorité s'est porté sur la forme suivante d'écriture inclusive *mineur.e.s* Cela ne signifie pas que le débat est clos. La question reste ouverte.

A propos du mot « mineur », on rappelle l'intervention d'Armelle Le Bigot lors de la présentation des statistiques de l'ONRDP. Pour éviter d'édulcorer la gravité des atteintes sexuelles sur les mineur.e.s (qualifié.e.s parfois de jeunes gens ou jeunes filles), le mot « enfant » (tel que la convention des droits de l'enfant le stipule) situe bien qui sont réellement ces jeunes victimes de moins de 18 ans.

Questions sur le site :

Aa-t-on prévu une barre de recherche ?

A-t-on prévu des articles sur l'international et des données par pays ?

Question concernant la traduction.

A SUIVRE

Une réunion sur le site aura lieu le 25 septembre de 10h à 12h30.

INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES DES ASSOCIATIONS

Le CPEDH va proposer à ses membres le dimanche 14 octobre 2018 un culte sur le thème

« Luttes contre la traite des personnes »

Présents

Action catholique des femmes : Jocelyne Jérôme, **CCEM** : Mona Chamass, **ACPE** : Arthur Melon, **AFJ** : Magali Poirier, **Aux Captifs, la libération** : Sophie-Bache-Cougnon et Aurélie Jeannerod, **COFRADE** : Léa Ramos, **Comité protestant évangélique pour la dignité humaine** : Franck Meyer, **Congrégation Notre Dame de Charité du Bon Pasteur** : Marie-Hélène Halligon, **FAS** : Laura Slimani, **Planète Enfants & Développement** : Mathilde Klugesher, **SOS Esclaves** : Catherine Le Moël, **Secours Catholique – Caritas France** : Marie-Elisabeth Lafaille et **Coordinatrice du Collectif "Ensemble contre la traite des êtres humains** : Geneviève Colas

Documents remis lors de cette réunion :

- Charte réactualisée du Collectif
- Compte rendu Réunion plénière du 5 juillet Rencontre avec Elisabeth Moiron-Braud, Secrétaire générale de la MIPROF concernant la préparation du Second plan national de lutte contre la traite des êtres humains
- Compte rendu de la rencontre du Collectif le 18 juillet 2018 avec Constance Bensussan, conseillère Technique inclusion, Egalité Femmes/Hommes, citoyenneté au cabinet d'Emmanuel Macron Président de la République
- Lettre au Président du Conseil des Droits de l'homme des Nations Unies pour la 38^e session – EPU
- Courrier à la France du Haut-commissaire des Nations Unies aux Droits de l'homme

Coordination du Collectif « Ensemble contre la traite des êtres humains » : Geneviève COLAS

Compte rendu rédigé par Marie-Elisabeth LAFAILLE-MAYOL